

La Suisse n'a pas besoin de politique industrielle

dossier politique

6 mai 2013

Numéro 8

Politique industrielle Depuis le début de la crise financière, d'aucuns exigent régulièrement une politique industrielle active en brandissant la menace d'une industrie helvétique déclinante. Ils se méprennent pourtant car le secteur industriel suisse a relativement mieux résisté qu'à l'étranger et notre place économique reste l'une des plus innovantes au monde. Paradoxalement, cette robustesse est imputable précisément à l'absence d'une politique industrielle active. D'un côté, l'économie suisse ne peut subsister qu'à force d'innovation hardie et en se mesurant aux meilleurs, ce que compromettraient des subsides cimentant les structures. De l'autre, notre marché est trop exigu pour servir de tremplin économique aux technologies spécifiquement subventionnées. Plutôt que sur une politique industrielle activiste, c'est sur un cadre général favorisant l'excellence que les milieux politiques devraient se concentrer. Maintenir le modèle à succès de la place industrielle suisse est à ce prix.

Position d'economiesuisse

- ▶ **economiesuisse rejette une politique industrielle active pour la Suisse.**
- ▶ **La politique n'est pas à même d'identifier les technologies et secteurs industriels qui ont de l'avenir. C'est la concurrence entre les acteurs du marché qui en décide.**
- ▶ **Un environnement favorable – ce qui implique investissements dans la formation et la recherche universitaires, fiscalité modérée et faible densité réglementaire – est essentiel pour la prospérité à long terme de notre place industrielle.**

Cadre favorable et pas de politique industrielle

► En dépit des statistiques, l'évolution économique rapide suscite régulièrement la hantise d'une Suisse désindustrialisée.

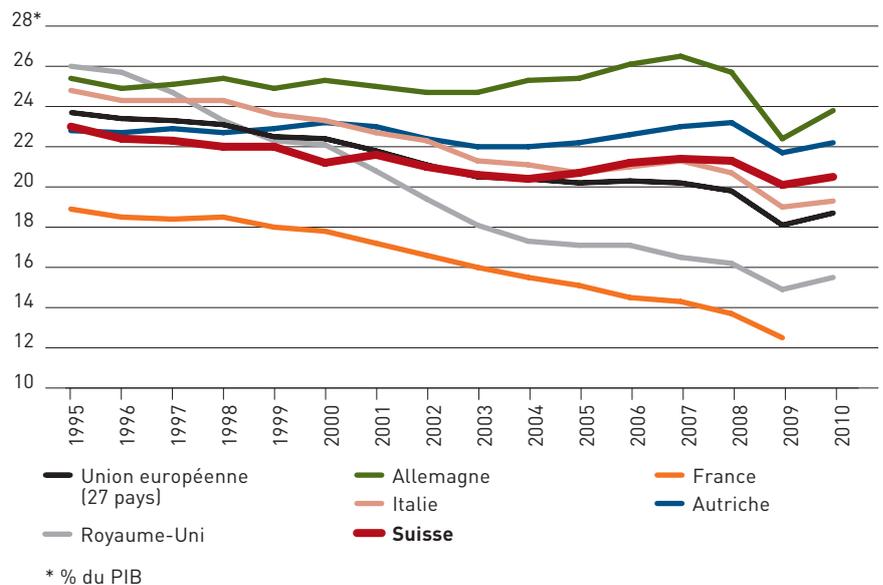
Au cours de l'évolution économique, le spectre d'une Suisse en perte d'industrialisation est régulièrement agité, avec une économie productive qui n'aurait aucune chance face à la mondialisation et de nombreuses entreprises industrielles qui seraient condamnées à disparaître. Cette évolution rendrait la compétitivité économique toujours plus dépendante du secteur financier et du tourisme ; avec une perte de la diversification à la clé, pourtant un point fort de la place suisse.

Mais un regard sur les statistiques rassure, la Suisse est et reste une nation industrielle éminemment prospère. En comparaison internationale, l'apport du secteur secondaire à l'économie nationale est supérieur à la moyenne (cf. graphique 1) et la production industrielle par tête est la plus élevée au monde¹. Malgré la force du franc et le contexte difficile de l'économie mondiale, la place industrielle suisse a su à peu près conserver sa part, avec l'Autriche et l'Allemagne, tandis que l'industrie dans d'autres pays d'Europe s'est effritée, voire désagrégée. Au vu de ces faits, la Suisse peut être considérée comme véritable puissance industrielle.

Graphique 1

► L'industrie est un secteur très présent en Suisse.

Part du secondaire en comparaison internationale (hors industrie de la construction)



Source : Eurostat

Place économique attractive par l'absence de politique industrielle

Même si cela semble bizarre de prime abord, c'est bien l'absence d'une politique industrielle active qui confère une relative stabilité à la part de l'industrie. Contrairement à de nombreux autres pays, la politique n'a – en Suisse – consenti que très peu de subventions et autres avantages directs aux branches économiques qui semblent pleines de promesses du point de vue politique. La compétitivité du secteur secondaire s'est construite surtout grâce au contexte général favorable. Pour soutenir une économie à orientation internationale et spécialisée dans les produits à forte création de plus-value, c'est bien là-dessus que la politique devrait continuer de se concentrer.

¹ Cf. Avenir Suisse. (2012). *L'économie suisse. Industrialisée*. Zurich.

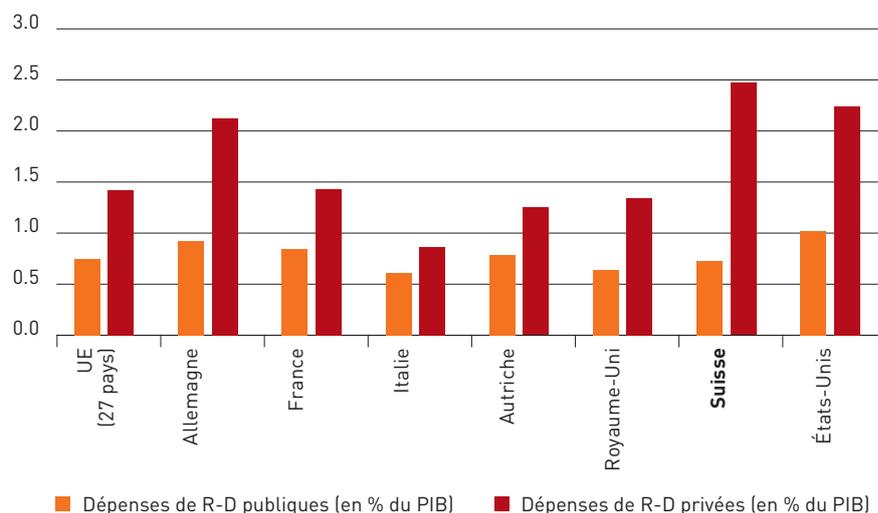
► Régulièrement, des voix s'élèvent pour revendiquer le soutien de telle ou telle branche industrielle.

Graphique 2

► C'est en Suisse que la part privée couvrant les dépenses de R&D est la plus élevée.

Depuis le début de la crise financière, de nombreuses propositions récurrentes et bien intentionnées demandent le soutien de certaines branches de l'industrie, voire d'entreprises précises. Si la politique devait céder à cette pression, notre pays renoncerait à un acquis essentiel faisant sa réussite. En Suisse, l'économie privée reste en effet un moteur remarquable de l'innovation et couvre environ trois quarts des dépenses engagées dans la recherche et le développement. Comme le montre le graphique 2, cette valeur est exceptionnellement élevée en comparaison internationale et montre bien la volonté novatrice de l'industrie locale. En temps de crise, l'économie privée n'attend donc pas des mannes distribuées par la main publique. Les entreprises agissent de manière responsable et s'adaptent aux conditions du marché. Les ajustements structurels nécessaires sont en général mis en œuvre progressivement. D'ailleurs, la dernière crise n'a mis en évidence aucune correction abrupte de structures obsolètes. Cet avantage de l'économie suisse mérite d'être conservé.

Recherche et développement en comparaison internationale (état 2010)



Source : Eurostat²

► Dans l'ère de la mondialisation, l'industrie suisse réussit le mieux si elle est hautement spécialisée et novatrice.

La politique n'est pas prophète

Une politique industrielle sape la responsabilité propre des entreprises. Voici deux raisons pourquoi, en Suisse plus particulièrement, elle n'a aucune chance d'aboutir. Premièrement, l'économie helvétique se trouve en concurrence permanente avec les pays les plus compétitifs du monde. Face au niveau élevé des charges salariales et autres, notre place économique se doit, sans relâche, d'innover et de se spécialiser sur des produits et prestations à forte création de valeur. Si elle veut pouvoir s'imposer face aux concurrents, la Suisse ne peut pas se borner à reprendre des modèles à succès étrangers, mais doit trouver sa propre voie, avec ses propres processus et produits.

► Il est impossible de planifier politiquement la réussite de certaines entreprises ou d'une branche. Celle-ci naît de la concurrence des idées.

La politique et l'administration ne peuvent pas prédire l'avenir ni quelles industries ou exploitations auront du succès demain, pas plus que les représentants de l'économie et des entreprises ne savent lire dans le marc de café. Ce qui s'avère au final comme bonne formule résulte de la concurrence entre de nombreux décideurs individuels. Toute intervention activiste dans ce processus pourrait même être dangereuse d'un point de vue économique, en faisant

² Les données pour la Suisse datent de 2008.

éventuellement obstacle aux ajustements structurels et en affaiblissant la compétitivité. À plus ou moyen long terme, la prospérité de notre pays s'en ressentirait.

Du point de vue empirique aussi, le succès de cette politique suisse toute en retenue est incontestable. Dans les comparaisons internationales de la force d'innovation, la Suisse figure toujours parmi les premiers rangs, comme le montrent les classements au tableau 1. À noter que, ces dernières années, la Suisse a encore amélioré sa position à un niveau déjà élevé. Même si ces listes peuvent changer très vite et diffèrent selon la méthode appliquée, la place de choix que notre pays occupe dans tous les classements importants montre bien que, en ce qui concerne la politique d'innovation, nous sommes sur la bonne voie. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que l'industrie suisse elle-même s'oppose à une politique industrielle active, comme l'a montré dernièrement le refus du train de mesures visant à atténuer la force du franc.

Tableau 1

► La Suisse est l'un des pays les plus novateurs au monde.

Capacité d'innovation de la Suisse en comparaison internationale

Tableau de bord européen de l'innovation 2013 (Union européenne)	Indice de l'innovation GCR 2012-2013 (Forum économique mondial)	Indice mondial de l'innovation 2012 (INSEAD)
1. Suisse 2. Suède 3. Allemagne 4. Danemark 5. Finlande	1. Suisse 2. Japon 3. Finlande 4. Allemagne 5. Suède	1. Suisse 2. Suède 3. Singapour 4. Finlande 5. Royaume-Uni

Source : European Innovation Scoreboard 2010; World Economic Forum; INSEAD

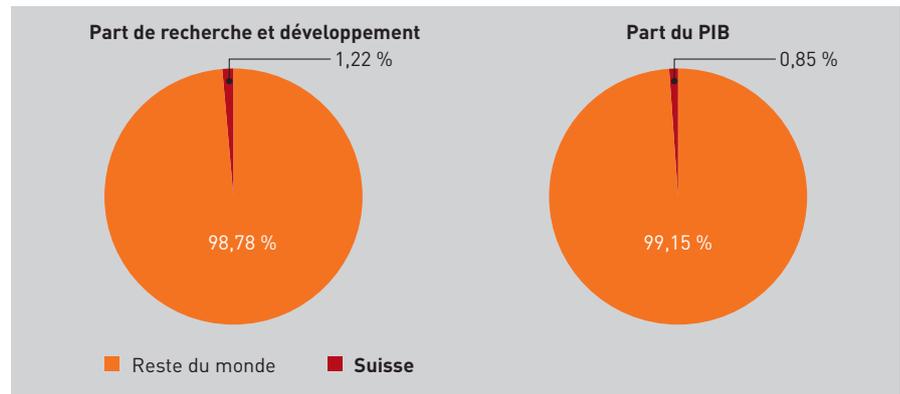
► Le marché suisse à lui seul est bien trop petit pour permettre la percée de certains produits prometteurs.

Le marché suisse est trop petit

Le deuxième aspect expliquant l'inefficacité d'une industrie politique active est la taille du marché suisse. Celui-ci est trop exigu pour pouvoir, même en les soutenant, servir de véritable tremplin aux technologies présumées d'avant-garde. La part de la Suisse sur le marché international représente moins de 1 % et même les dépenses pour la recherche sont infimes à l'échelle mondiale (cf. graphique 3). Il est possible qu'un grand pays comme les États-Unis puisse, par le soutien prodigué à une nouvelle technologie ou une industrie et par la seule demande sur son propre marché, déclencher un processus qui s'amplifie par lui-même. Mais même dans cette hypothèse, la question de l'efficacité et du ratio coût-bénéfice de telles subventions ne trouverait pas de réponse explicite. Pareil processus semble toutefois peu réaliste sur un marché comptant huit millions d'habitants, comme le montre une première comparaison avec les États-Unis. Si la Suisse voulait agir sur la demande pour obtenir un effet comparable aux États-Unis, elle devrait aussi engager des moyens semblables. En d'autres termes, notre pays devrait faire face à des dépenses de promotion à hauteur de quelque 100 milliards de francs par année, soit environ 20 % du PIB suisse. Un montant que même la totalité des dépenses de la Confédération ne saurait couvrir.

Graphique 3

► En comparaison internationale, le marché suisse est vraiment exigu.

Part absolue de R&D et PIB par rapport au reste du monde

Source : Thomson Reuters Datastream

► Les produits innovateurs de Suisse doivent, normalement, être axés dès le départ sur le marché international.

Les nouvelles technologies développées en Suisse le sont avant tout grâce aux échanges avec l'étranger et nos entreprises doivent proposer des produits demandés sur le marché mondial. En général, les entreprises suisses ne prennent pas d'avance lorsqu'un produit s'impose d'abord sur le marché intérieur et que la demande nationale fait baisser les coûts car les volumes sont tout bonnement trop faibles. Les produits doivent au contraire dès le départ viser le marché international, qui décide au final du succès ou de l'insuccès économique.

► Si l'État investit plus dans la promotion de branches ou produits précis et non dans la recherche fondamentale, cela génère très vite des coûts d'opportunité élevés.

Les coûts d'opportunité cachés dans la politique industrielle

Les discussions autour du soutien de certaines technologies et industries oublient souvent que tout argent distribué ne peut être dépensé qu'une fois, autrement dit, il manque ensuite ailleurs. Lorsque des gouvernements européens «investissent» dans le développement d'avions, par exemple, les fonds ne peuvent pas servir à autre chose comme la recherche fondamentale, etc. Les finances publiques limitées mettent à jour les coûts d'opportunité qu'engendre une politique industrielle.

Conclusion

► Un environnement économique idéal, avec une formation et une recherche de haute qualité, resteront les facteurs de succès déterminants pour l'industrie suisse.

► Une politique industrielle active favorise le maintien de structures obsolètes, engendre des coûts élevés et pénalise finalement la compétitivité.

La Suisse devrait continuer de se passer d'une politique industrielle active et la politique devrait plutôt œuvrer à organiser notre place économique de manière à ce que, demain encore, les entreprises et industries puissent y réussir. Cela implique de créer des conditions favorables en investissant dans la formation et la recherche dans les universités ou de conserver le modèle de la formation duale. Ces éléments sont un fondement important pour les prestations d'innovation de l'économie suisse. À cela s'ajoute une fiscalité modérée, des infrastructures performantes et financées durablement, la liberté d'entreprise garantie par une réglementation allégée ainsi qu'un système juridique, politique et social fiable – autant de piliers sur lesquels la Suisse pose, et maintient, son statut de nation industrielle. Tout aussi important, le financement à long terme des administrations publiques, à juste titre déjà presque une évidence en Suisse.

Le soutien ciblé de technologies ou l'incitation des entreprises par des subventions font en revanche fausse route. La Suisse doit accepter qu'elle est un petit pays, avec un petit marché et donc des possibilités limitées. Les dépenses pour la recherche et le développement ne sont élevées qu'en pourcentage relatif du PIB, tandis que la part mondiale absolue reste modeste. Une politique industrielle recèle en outre le danger d'une politique de maintien des structures, avec des conséquences logiquement négatives pour la capacité d'innovation de notre économie nationale. Tout bien considéré, une politique industrielle active est donc vouée à l'échec en Suisse.

Pour toute question :

mathieu.tornare@economiesuisse.ch
rudolf.minsch@economiesuisse.ch
fabian.schnell@economiesuisse.ch